**A picture containing text, linedrawing

Description automatically generated**

**BELGIQUE**

**Déclaration de Mme Hadja Lahbib, Ministre des Affaires étrangères, des affaires européennes et du commerce extérieur et des institutions culturelles fédérales**

**Conférence du désarmement**

**Genève, 27 février 2023**

Monsieur le Président,

La Belgique s'aligne pleinement sur la déclaration au nom de l'Union européenne qui sera prononcée ultérieurement. Je me limiterai à certaines observations nationales.

Permettez-moi d'abord de vous souhaiter un plein succès dans vos fonctions en tant que président de la Conférence du désarmement. Soyez assuré du soutien complet de ma délégation dans l’exercice de vos responsabilités.

Monsieur le Président,

L'ordre multilatéral est en crise. La Russie a ébranlé ses fondations par son invasion brutale de l'Ukraine et son mépris total du droit international, y compris du droit international humanitaire. Il ne peut y avoir de neutralité lorsque chaque principe de droit international est violé. Les États doivent se prononcer et défendre le droit contre le chaos.

La Conférence du désarmement fait partie de notre ordre international fondé sur les règles, en tant que seul forum de négociation multilatéral du désarmement. Il peut être la proie de blocages institutionnels, ou il peut chercher une voie efficace et commencer à accomplir ses promesses. De petits progrès peuvent contrer le défaitisme ambiant. Dans tous les cas, ce n'est pas en étouffant le débat et en excluant la participation des observateurs que la compréhension réciproque ou l'efficacité de notre travail seront augmentées. Nous ne pouvons pas accepter l’approche politiquement motivée de la Russie pour bloquer la participation de certains États, organisations internationales et organisations non-gouvernementales dans les enceintes internationales.

Monsieur le Président,

Les menaces nucléaires voilées récemment exprimées ont renforcé notre conviction qu’avoir une épée nucléaire de Damoclès à jamais au-dessus de nos têtes ne peut constituer une recette pour la stabilité et la paix. Bien que notre objectif d'un monde sans armes nucléaires semble rester distant, une nouvelle expansion des arsenaux nucléaires existants devrait être absolument exclue, et ceci représente un minimum absolu. Cela nécessite que la Chine, le seul État doté d'armes nucléaires qui augmente encore son stock d'ogives, change de cap. Ce renversement de politique doit être accompagné par un moratoire clair sur la production de matières fissiles pour utilisation militaire. Les deux superpuissances nucléaires, pour leur part, devraient conserver l'acquis du traité New START et prolonger ses avantages grâce à un accord de suivi. Cela nécessite que la Russie se remette en pleine conformité avec le traité et permette les inspections sur son territoire. La décision de la Russie de « suspendre » sa participation au traité est profondément inquiétante. Nous exhortons la Russie à annuler sa décision.

Le Traité de non-prolifération reste notre balise, mais sa mise en œuvre ne peut être achevée sans son universalisation. Les Etats encore en dehors du régime devraient comprendre que l'adhésion au TNP sert leur intérêt national et constitue une condition préalable à la paix et à la sécurité mondiales.

Un monde sans armes nucléaires n'émergera pas dans un monde où des essais nucléaires sont effectués. Nous avons besoin d'une norme juridiquement contraignante et universelle, ainsi que d'un mécanisme de vérification internationalement reconnu et efficace. Seul le Traité d’interdiction complète des essais nucléaires (TICE) offre ces conditions. Nous exhortons tous les États à accéder à ce traité essentiel. Nous applaudissons la récente vague d'accessions au traité, qui se poursuit cette année. Nous félicitons le secrétaire exécutif Floyd pour ses efforts d'universalisation. Avec un TICE en expansion, les arguments pour rester à l’écart de cette norme sonnent de plus en plus creux. Il incombe particulièrement aux États ayant de nouveaux programmes nucléaires ou ayant des programmes existants d'accepter une interdiction juridiquement contraignante des essais nucléaires. Aucun État ne devrait attendre l'action d'un autre État avant de choisir la bonne voie.

Monsieur le Président,

Alors que nous peinons à freiner la prolifération des armes sur Terre, l'exploration continue de l'espace présente de nouveaux défis. Comme sur Terre, les applications civiles peuvent être utilisées à des fins militaires. Le test destructeur par la Russie d'un missile antisatellite à ascension directe en 2021 illustre le besoin pressant d'aller de l'avant sur la fixation de normes sur un comportement responsable dans l'espace extra-atmosphérique. Un engagement à ne pas effectuer de tels tests est une étape essentielle à cet égard. Les mesures de transparence et de confiance peuvent réduire les malentendus en ce qui concerne les activités et les intentions des États dans l'espace. Elles sont un tremplin important pour parvenir à un accord plus complet sur la question sensible d’éviter une course aux armements dans l'espace.

Monsieur le Président,

Malgré vos efforts et ceux de votre prédécesseur, la Conférence du désarmement n'a pas été en mesure d'adopter une décision sur un programme de travail cette année. Une forte volonté politique et un engagement pragmatique seront nécessaires de la part de tous les membres de la Conférence pour surmonter l'impasse continue affectant la conférence.

Il est essentiel de revitaliser le travail de fond dans ce forum en vue de négociations concrètes, après des décennies de statu quo. Surtout, la Conférence doit lancer des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles. Un tel traité aiderait à rendre la réduction des arsenaux nucléaires irréversible.

Monsieur le Président,

La Conférence du désarmement ne fonctionne pas dans le vide, et elle ne devrait pas ignorer la réalité. La pertinence des questions de genre pour la paix et la sécurité internationales a été pleinement reconnue par la communauté internationale depuis l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité il y a plus de 20 ans. Pourtant, ce vénérable organe n'a pas mis à jour ses règles de procédure en vue d’atteindre une neutralité de genre. Nous exhortons la présidence à consacrer suffisamment de temps et d'efforts pour résoudre ce problème cette année.

Enfin M. le Président,

Les habitants de l'Ukraine méritent la paix. La Russie doit immédiatement arrêter son invasion illégale de l'Ukraine et retirer toutes ses troupes de l’entièreté du territoire ukrainien.

Merci.